

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**CONFEDERATION NATIONALE ASSOCIATIONS FAMILIALES CATHOLIQUES**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

**EXERCICE CLOS LE 31/12/2023**

**Siège social : 28 Place Saint Georges – 75009 Paris**

**D. Associations**

8 rue Bayen

75017 Paris

Tel : +33 (0) 1 78 09 74 40

**CONFEDERATION NATIONALE ASSOCIATIONS  
FAMILIALES CATHOLIQUES  
Association**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

A l'assemblée générale de la CONFEDERATION NATIONALE ASSOCIATIONS FAMILIALES CATHOLIQUES

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la CONFEDERATION NATIONALE ASSOCIATIONS FAMILIALES CATHOLIQUES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

## **D. Associations**

8 rue Bayen  
75017 Paris  
Tel : +33 (0) 1 78 09 74 40

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

## **D. Associations**

8 rue Bayen

75017 Paris

Tel : +33 (0) 1 78 09 74 40

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les

**D. Associations**

8 rue Bayen

75017 Paris

Tel : +33 (0) 1 78 09 74 40

informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 3 avril 2024

**D.Associations**

Catherine Faraut

DocuSigned by:  
*Catherine Faraut*  
02C671C471DF49B

CNAFC  
ASSOCIATION FAMILIALE  
28, PLACE ST GEORGES

75009 PARIS

N° Siret  
NAF (APE)  
N° Identifiant  
Période du  
au  
Tenue de compte : EUR

78440882500015  
9499Z  
01/01/23  
31/12/23

Page :1

BILAN ACTIF AU 31/12/2023

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	197 760,00	197 760,00	0,00	0,00
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	197 760,00	197 760,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	46 442,34	45 219,75	1 222,59	4 777,25
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres Immobilisations corporelles	46 442,34	45 219,75	1 222,59	4 777,25
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
<b>Immobilisations financières</b>	15 418,01		15 418,01	15 418,01
Participations et Créances rattachées	9 618,01		9 618,01	9 618,01
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	5 800,00		5 800,00	5 800,00
<b>Total I</b>	<b>259 620,35</b>	<b>242 979,75</b>	<b>16 640,60</b>	<b>20 195,26</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	15 104,07	6 105,00	8 999,07	10 060,00
Avances & acomptes versés/commandes	7 534,69		7 534,69	3 274,00
<b>Créances</b>	<b>160 988,23</b>	<b>75 437,42</b>	<b>85 550,81</b>	<b>131 210,06</b>
Créances clients, usagers et comptes rattachés	139 684,73	75 437,42	64 247,31	110 153,06
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	21 303,50		21 303,50	21 057,00
Valeurs mobilières de placement	250 549,30	0,00	250 549,30	250 399,76
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 114 097,31		1 114 097,31	887 845,94
Charges constatées d'avance	12 126,79		12 126,79	9 112,69
<b>Total II</b>	<b>1 560 400,39</b>	<b>81 542,42</b>	<b>1 478 857,97</b>	<b>1 291 902,45</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>1 820 020,74</b>	<b>324 522,17</b>	<b>1 495 498,57</b>	<b>1 312 097,71</b>

CNAFC  
ASSOCIATION FAMILIALE  
28, PLACE ST GEORGES

75009 PARIS

N° Siret 78440882500015

NAF (APE) 9499Z

N° Identifiant

Période du 01/01/23

au 31/12/23

Tenue de compte : EUR

Page :2

**BILAN PASSIF AU 31/12/2023**

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves	500 000,00	500 000,00
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	500 000,00	500 000,00
Report à nouveau	684 812,35	684 887,14
Excédent ou déficit de l'exercice	128 021,02	-74,79
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 312 833,37</b>	<b>1 184 812,35</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>1 312 833,37</b>	<b>1 184 812,35</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	7 640,00	
<b>Total II</b>	<b>7 640,00</b>	
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	6 642,20	5 268,30
<b>Total III</b>	<b>6 642,20</b>	<b>5 268,30</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	0,00	0,00
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	76 214,51	50 961,24
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	67 325,70	55 071,94
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	24 842,79	14 405,88
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	0,00	1 578,00
<b>Total IV</b>	<b>168 383,00</b>	<b>122 017,06</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>1 495 498,57</b>	<b>1 312 097,71</b>

CNAFC  
ASSOCIATION FAMILIALE  
28, PLACE ST GEORGES  
75009 PARIS

N° Siret 78440862500015  
NAF (APE) 9499Z  
N° Identifiant  
Période du 01/01/23  
au 31/12/23  
Tenue de compte : EUR

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2023

Page :3

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	310 489,00	278 475,50
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	45 021,20	47 365,20
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	123 871,36	118 236,59
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	132 144,00	132 144,00
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	503 321,79	497 652,68
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	276 061,66	239 606,05
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	72 079,52	77 872,30
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	83 892,19	37 962,95
<b>Total I</b>	<b>1 546 880,72</b>	<b>1 429 315,27</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	15 355,19	12 605,44
Variation de stock	1 767,93	-5 757,00
Autres achats et charges externes	749 881,00	693 686,56
Aides financières	25 715,00	5 935,00
Impôts, taxes et versements assimilés	17 039,17	21 368,68
Salaires et traitements	363 765,99	399 260,93
Charges sociales	135 914,14	146 731,38
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 554,66	65 739,51
Dotations aux provisions	88 184,62	71 111,59
Reports en fonds dédiés	7 640,00	
Autres charges	14 370,12	19 850,49
<b>Total II</b>	<b>1 423 187,82</b>	<b>1 430 532,58</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>123 692,90</b>	<b>-1 217,31</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>4 333,12</b>	<b>1 760,06</b>
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	4183,58	1642,5
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	149,54	117,56
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total III</b>	<b>4 333,12</b>	<b>1 760,06</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>0</b>	<b>149,54</b>
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	149,54
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total IV</b>	<b>0</b>	<b>149,54</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>4 333,12</b>	<b>1 610,52</b>



COMPTE DE RESULTAT (SUITE)	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	128 026,02	393,21
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>201,00</b>	<b>0,00</b>
Sur opérations de gestion	201,00	0,00
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total V</b>	<b>201,00</b>	<b>0,00</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	54,00	392,00
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total VI</b>	<b>54,00</b>	<b>392,00</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>147,00</b>	<b>-392,00</b>
<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>		
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>	<b>152,00</b>	<b>76,00</b>
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>1 551 414,84</b>	<b>1 431 075,33</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>1 423 393,82</b>	<b>1 431 150,12</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>128 021,02</b>	<b>-74,79</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>1 193 778,00</b>	<b>1 057 273,00</b>
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	1 193 778,00	1 057 273,00
<b>TOTAL</b>	<b>1 193 778,00</b>	<b>1 057 273,00</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>1 193 778,00</b>	<b>1 057 273,00</b>
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	1 193 778,00	1 057 273,00
<b>TOTAL</b>	<b>1 193 778,00</b>	<b>1 057 273,00</b>

## Annexe aux comptes annuels

### **PRÉAMBULE**

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice est de **1 495 498.57€** comprenant un bénéfice de **128 021.02€**.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par le Bureau de la Confédération et arrêtés le 02/03/2024 par le CA de la Confédération.

### **OBJET SOCIAL**

Dans l'esprit de la première association catholique de chefs de famille (ACCF) créée en 1905, l'association dite « Confédération Nationale des Associations Familiales Catholiques » (la Confédération) regroupe des fédérations et associations régies par la loi de 1901 et pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle par la loi de 1908 ayant pour buts notamment de :

- a) promouvoir la famille, communauté de vie et d'amour, le mariage, l'ouverture à la vie et le respect de la vie, l'éducation de ses membres et la responsabilité éducative des parents, sa participation à la vie sociale ;
- b) étudier, affirmer et mettre en œuvre la doctrine familiale et sociale de l'Église catholique : la faire connaître, aider les familles à en vivre, agir pour sa mise en application dans la société ;
- c) promouvoir les droits des familles, tels qu'ils sont définis par la Charte des droits de la famille du Saint-Siège de 1983, et, en référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, défendre les intérêts spirituels, moraux et matériels de l'ensemble des familles sur les plans national et international,
- d) représenter les intérêts familiaux dont elle assume la charge directement auprès des Pouvoirs Publics conformément aux dispositions du Code de l'action sociale et des familles et par l'intermédiaire de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) et des Unions Départementales des Associations Familiales (UDAF) ;
- e) assurer la représentation des familles dans tout organisme public ou privé se préoccupant des questions pouvant intéresser les familles sur les plans national et international ;
- f) assurer la défense des intérêts spirituels, moraux et matériels des familles, notamment dans les domaines du respect des consciences, de la protection de la vie de la conception à la mort naturelle et de la dignité de la personne humaine, de l'éducation, de l'enseignement, de la moralité publique et de la consommation ;

- g) intervenir dans les affaires de prostitution et de proxénétisme conformément aux dispositions de l'article 2-22 du Code de procédure pénale, dans les affaires de toxicomanie ou de violence sur les enfants ou un membre de la famille et généralement dans toutes les affaires où sont en cause les fléaux sociaux, et aider ceux qui en sont victimes ; ainsi que les atteintes à l'intégrité et à la dignité des personnes ou au respect de la vie ; assister les familles victimes d'injustices ;
- h) exercer devant toutes les juridictions toute action en justice, notamment les droits réservés à la partie civile, relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts spirituels, moraux et matériels des familles, en particulier ceux visés aux paragraphes précédents, en application de tous textes législatifs et réglementaires en vigueur, et notamment des articles 227-15 à 227-28 du Code pénal, et en qualité d'association de consommateurs agréée ;
- i) orienter, animer, coordonner les associations et fédérations adhérentes, et travailler au développement du mouvement ;
- j) procurer aux adhérents et aux responsables des associations et fédérations adhérentes, l'information et la formation nécessaires à l'exercice de leurs responsabilités ;
- k) apporter aide et soutien aux familles adhérentes, et en particulier à celles qui sont éprouvées par la séparation, le deuil, le handicap ou la précarité ;
- l) fonder, rendre et coordonner tout service d'intérêt familial lié notamment à la consommation et à l'environnement.

Elle a pour objet de faire connaître l'enseignement familial et social de l'Église catholique, d'aider les familles à en vivre, d'agir dans la société pour sa mise en application.

### **MISSIONS SOCIALES**

Les trois « missions sociales » de la CNAFC, inscrites dans les statuts et annoncées dans la charte de l'an 2000 peuvent être détaillées selon le tableau suivant :

a) <b>promotion de la famille</b>	Valoriser et promouvoir la famille fondée sur le mariage, ouverte à la vie comme chemin de bonheur et d'épanouissement de la personne.
b) <b>services aux familles</b>	Discerner localement les besoins des familles et prendre des initiatives pour y répondre : services, rencontres, formation, aide éducative...
c) <b>représentation des familles</b>	Être une force de proposition permanente auprès des acteurs économiques, sociaux et politiques, pour que le choix de la famille et l'accueil de l'enfant soient facilités.

### **MOYENS MIS EN ŒUVRE**

La Confédération met en œuvre tous les moyens utiles à la vie du mouvement, à la formation des familles et à la réalisation de ses buts, en particulier par :

- a) des commissions d'études, services de formation, conférences, colloques, journaux et publications, communications sur les réseaux sociaux, expositions, manifestations ;
- b) des interventions auprès des Pouvoirs Publics, organismes privés, médias nationaux et internationaux ;
- c) des représentations dans les organismes publics ou privés, nationaux ou internationaux ;
- d) la gestion de services, entraide ou participation à des services éducatifs ;
- e) et tous autres moyens nécessaires à la réalisation de ses buts.

## **FAITS CARACTERISTIQUES**

L'année 2023 aura été principalement marquée par la réflexion stratégique menée par le Conseil d'administration, l'ensemble du réseau, les permanents et des partenaires extérieurs. Grâce à ce travail de fond, la raison d'être du mouvement a été rappelée et sept axes stratégiques ont été définis pour les cinq années à venir. Point d'orgue de cette réflexion, le rassemblement des responsables des AFC à Rome aura permis de donner un nouveau souffle à l'ensemble du mouvement et d'initier avec dynamisme le déploiement des axes stratégiques.

## **RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

Les comptes annuels, les annexes ont été établis en application du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général sous réserves des dispositions particulières aux associations dans le règlement ANC n° 2018-06.

Au titre de l'année 2023 nous n'avons bénéficié ni de legs, ni de subvention d'investissement. Les sommes collectées relevant de la générosité du public ont été toutes utilisées à la réalisation des missions sociales, sans report d'un exercice sur l'autre.

Le règlement ANC n°2018-06 définit les fonds dédiés comme « la partie des ressources dédiées par les tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard ».

Ces sommes constituent un compte de passif appelé « fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « reports en fonds dédiés ».

À ce titre un reliquat de contribution financière a fait l'objet d'un report en fonds dédiés à hauteur de 7 640€

À toute fin utile nous rappelons que l'application du nouveau règlement ANC n°2018-06 nous impacte :

au niveau du vocabulaire à utiliser

- « subvention » : réservé aux ressources de nature publique ;
- « contributions financières » : soutien facultatif octroyé par une entité de droit privé ;
- « tiers financeurs » : autorités administratives, donateurs, testeurs, mécènes et personnes morales de droit privé à but non lucratif.

au niveau de la présentation de nos comptes

Le compte de résultat, présenté en liste et non plus en tableau, distingue les produits d'exploitation dans les principales catégories suivantes : Cotisations, Ventes de biens et services, et Produits de tiers financeurs.

Le règlement ANC n°2018-06 instaure le caractère obligatoire de fournir les informations relatives aux contributions volontaires en nature.

Les contributions volontaires en nature correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces ainsi que de biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état par l'association. Cet enregistrement se traduit, par la présentation au pied du compte de résultat de deux colonnes de totaux égaux sous la rubrique « Évaluation des contributions volontaires en nature ».

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,

- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes ;
- amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire sur la base de leur durée de vie économique ;
- provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes ;
- stocks de marchandises : ils sont évalués au dernier prix d'achat connu et, le cas échéant, ils ont été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.
- Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

## **NOTES SUR LE BILAN ACTIF**

### ***Actif immobilisé***

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Les immobilisations financières comprennent les parts de la Société de l'immeuble où nous louons les locaux du siège. Le montant des parts figurant au bilan correspond à la valeur retenue lors de l'acquisition ou à la réception de parts par donation. Aucune provision n'a été constituée suite à la comparaison avec la valeur actuelle de la SA telle que présentée lors de sa dernière Assemblée générale.

<b>Actif immobilisé</b>	<b>à l'ouverture</b>	<b>augmentation</b>	<b>diminution</b>	<b>à la clôture</b>
Immobilisations incorporelles 205000	197 760	GL	GL	197 760
Acomptes sur Immo en cours 237000		GL	GL	
Immobilisations corporelles 218100/300/400	46 442	GL	GL	46 442
Immobilisations financières 261000/275000	15 418	GL	GL 0	15 418
<b>TOTAL</b>	<b>259 620</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>259 620</b>

<b>Amortissements et provisions</b>	<b>à l'ouverture</b>	<b>augmentation</b>	<b>diminution</b>	<b>À la clôture</b>
Immobilisations incorporelles 280500	197 760	681110	0	197 760
Immobilisations corporelles 281810/830/840	41 665	681120 3 555	0	45 220
		0	0	
<b>TOTAL</b>	<b>239 425</b>	<b>3 555</b>	<b>0</b>	<b>242 980</b>

<b>Nature des biens immobilisés</b>	<b>montant</b>	<b>amortis. au 31/12/23</b>	<b>valeur nette au 31/12/23</b>	<b>durée</b>
Progiciels 205000	197 760	280500 197 760	0	3ans
Acomptes sur Immo en cours 237000	0	0	0	0
Installation et agencement 218100	13 302	281810 13 302	0	de 1 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique 218300	27 947	281830 26 724	1 223	de 3 à 10 ans
Mobilier 218400	5 193	281840 5 193	0	10 ans
Immobilisations financières	15 418		15 418	
<b>TOTAL</b>	<b>259 620</b>	<b>242 980</b>	<b>16 641</b>	



### Créances, VMP

Le fait générateur des créances pour :

- les factures émises, est la date de celles-ci ;
- les dons, est l'encaissement ou l'engagement irrévocable ;
- les subventions, est l'encaissement à moins qu'elles ne résultent d'un engagement ferme et irrévocable.

Etat des créances	montant brut	à un an	à plus d'un an	rappel n-1
Clients 41	139 684	139 684	0	169 184
Autres créances 445830 /448700	3 713	3 713	0	5 907
Charges constatées d'avance 486000	12 127	12 127	0	9 113
Débit/crédit divers 468700	17 591	17 591	0	15 150
<b>TOTAL</b>	<b>173 115</b>	<b>173 115</b>	<b>0</b>	<b>199 354</b>

### Provisions pour dépréciation

Nature des provisions	à l'ouverture	dotation	reprise	à la clôture
Stocks et en-cours 397000	6 812	681730 6 015	781730 6 812	6 015
Comptes de tiers 491000/200	59 031	685000 75 437	781740 59 031	75 437
Comptes financiers 590001	150	0	150	0
<b>TOTAL</b>	<b>65 993</b>	<b>81 452</b>	<b>65 993</b>	<b>81 452</b>

Les valeurs mobilières de placement sont souscrites au Crédit Mutuel, leurs valeurs brutes correspondent au prix d'achat ou de souscription. Les moins-values latentes sont provisionnées.

Nature des valeurs mobilières de placement	Valeur comptable au 31/12/2023	Valeur comptable au 31/12/2022
Bons à court terme 507150/508600/508800	0	0
FCP, obligations, PS 508300/508700	50 550	50 550
CIC Compte à Terme	49 999	49 850
CM Compte à Terme	150 000	150 000
<b>TOTAL</b>	<b>250 549</b>	<b>250 400</b>

### NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Nature des provisions	à l'ouverture	dotation	reprise	à la clôture
Provision engagement retraite 153000	5 268	681530 6 642	78153 5 268	6 642
Provision pour charges 157000	0	681500 0	781500	0
<b>TOTAL</b>	<b>5 268</b>	<b>6 642</b>	<b>5 268</b>	<b>6 642</b>

Etat des dettes	montant total	de 0 à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans
Dettes financières diverses	0	0		
Fournisseurs 40	76 214	76 214		
Dettes fiscales & sociales	67 326	67 326		
Charges à payer	0	0		
Autres dettes	24 843	24 843		
Compte liaison FAFCE 182010	3 581	3 581		
Centralisation débit/crédit divers	13 002	13 002		
Aide et subvention à reverser 468620	3515	3 515		
Autres Avoirs	600	600		
Divers charges à Payer	4145	4 145		
<b>TOTAL</b>	<b>168 383</b>	<b>168 383</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Dans les « autres dettes » se trouvent :

- le solde de la redevance 2023 destinée à l'association européenne, FAFCE, dont nous sommes membre, de « 1 € par famille adhérente », qui a été facturée aux AFC mais qui n'est pas encore encaissée. En novembre 2024 nous solderons le carnet 2023 vis-à-vis de la FAFCE, et les éventuels mouvements qui suivront seront affectés à la CNAFC ;
- la partie de la subvention pour le secteur « consommation », reçue en décembre, sera reversée aux antennes locales début 2024.

## **NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT**

### ***Ventilation du chiffre d'affaires***

Le chiffre d'affaires de l'exercice comprend les prestations de publicité, les abonnements aux journaux, les ventes de documentation ainsi qu'une redevance à régler par les Fédérations ou AFC organisatrices des Chantiers éducation. La valorisation est faite par des résolutions de l'Assemblée générale de l'exercice précédant et par la tarification du bon de commande.

La répartition est la suivante :

Nature du chiffre d'affaires	montant TTC	taux
Prestations de services 706000 → 708500	123 871	73.34 %
Ventes de marchandises 707300 → 707500	45 022	26.66 %
<b>TOTAL</b>	<b>168 893</b>	<b>100.00 %</b>

### ***Autres informations relatives au compte de résultat***

Les dons inscrits sont ceux encaissés au 31 décembre 2023 .

Les premières semaines de janvier se poursuit l'acheminement du courrier et l'encaissement des titres principalement chez notre partenaire du traitement des enveloppes « T ».

Ces encaissements seront affectés à l'exercice 2024, et seuls les titres datés de 2023 et encaissés avant le 31 janvier donneront droit à l'émission d'un reçu fiscal 2023.

Cette disposition est celle de l'an passé, elle a permis d'arrêter les comptes au plus tôt et laissé le temps nécessaire pour satisfaire aux obligations fiscales.

La provision 2023 pour dépréciation du compte client, 75 437€, a été calculée fin janvier en tenant compte des encaissements reçus en 2024 des AFC et du risque couru avec certaines d'entre elles.

Le champ de la TVA concerne

- en produits : les abonnements à « La Vie des AFC » pour un montant de 116 891€ (706200).
- en charges : les fournisseurs chargés de la réalisation de la dite revue pour un montant de 53 540€ (623601).

La provision pour engagement retraite est calculée pour les salariés présents au 31/12, sur la base du salaire brut mensuel à cette date, multiplié par le nombre d'années entières de présence et par un coefficient de 1/10 jusqu'à 10 ans de présence et 1/15 au-delà.

## **DÉTAIL DES POSTES CONCERNÉS PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE**

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Comptes d'actif	montant
Factures à établir 4180	2 565
Charges constatées d'avance 486000	12 127
<b>TOTAL</b>	<b>14 692</b>

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	montant
Fourniss. fact. non parvenues 408100	19 027
Produits constatés d'avance 487000	0
<b>TOTAL</b>	<b>19 027</b>

Dettes fiscales et sociales	montant
Personnel Rémunérations dues 421000	0
Provision congés payés 428200	30 903
Provision charges s/cp 438200	14 754
Taxe salaires à payer 448600	545
Etat - charges à payer 448630/448620	152
Etat - charges à payer (Prélèvement à la source) 4421	1 307
<b>TOTAL</b>	<b>47 661</b>

### Tableau variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres avec droit de reprise								
Écarts de réévaluation								
Réserves	500 000							500 000
Report à nouveau	684 887	-75	0					684 812
Excédent ou déficit de l'exercice	-75	75		128 021	0	0	0	128 021
Dotations consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
<b>TOTAL</b>	<b>1 184 812</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>128 021</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 312 833</b>

### Montants des concours publics et subventions

Les subventions retenues sont celles encaissées dans l'exercice ou résultant d'un engagement irrévocable.  
En application du nouveau règlement ANC n°2018-06 le Fonds spécial UNAF est comptabilisé en contribution financière.



	2020	2021	2022	2023
	k€	k€	k€	k€
DGCCRF	40,9	30,6	30,6	30,6
FNDVA	43,0	51,1	51,0	51,0
CAF	50,5	50,5	50,5	50,5
<b>Total</b>	<b>134,4</b>	<b>132,2</b>	<b>132,1</b>	<b>132,1</b>

### Montants des contributions financières

	2020	2021	2022	2023
	k€	k€	k€	k€
Afc/Fédérations/Autres	9,8	10,2	26,1	54,3
Fonds spécial UNAF	205,7	206,9	213,5	221,8
<b>Total</b>	<b>215,5</b>	<b>217,1</b>	<b>239,6</b>	<b>276,1</b>

### Le compte de résultat par origine et destination

	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont Générosité du public	TOTAL	Dont Générosité du public
<b>A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION</b>				
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
<b>1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels non affectés	503 322	503 322	497 653	497 653
- Dons manuels affectés	0	0	0	0
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat				
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
<b>2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
2.1 Cotisations avec contrepartie	310 489		278 476	
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie	276 062		239 606	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	257 318		205 324	
<b>3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>	132 144		132 144	
<b>4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	72 080		77 872	
<b>5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>1 551 415</b>	<b>503 322</b>	<b>1 431 075</b>	<b>497 653</b>

Les cotisations avec contrepartie : Les Fédérations départementales et Associations familiales catholiques locales adhérentes contribuent au fonctionnement de la Confédération par le versement d'une cotisation annuelle et bénéficient en contrepartie de services

CHARGES PAR DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont Générosité du public	TOTAL	Dont Générosité du public
<b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	713 611	430 579	660 080	420 588
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			0	0
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger				
<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>				
2.1 Frais d'appel à la générosité	72 743	72 743	77 065	77 065
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	8 809		9 683	
<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	532 254		612 985	
<b>4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	88 185		71 261	
<b>5 - IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES</b>	152		76	
<b>6 - REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE</b>	7 640			
<b>TOTAL</b>	1 423 394	503 322	1 431 150	497 653
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	128 021		-75	

	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL	Dont Générosité du public	TOTAL	Dont Générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat	1 193 778	1 193 778	1 057 273	1 057 273
Prestations en nature Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature Dons en nature				
TOTAL	1 193 778	1 193 778	1 057 273	1 057 273
CHARGES PAR DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont Générosité du public	TOTAL	Dont Générosité du public
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France	1 193 778	1 193 778	1 057 273	1 057 273
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
TOTAL	1 193 778	1 193 778	1 057 273	1 057 273

## COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES

Le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public est présenté conformément au règlement ANC n°2018-06.

Le tableau des emplois distingue bien les trois « missions sociales » de la CNAFC, lesquelles sont inscrites dans les statuts et annoncées dans la charte de l'an 2000. Le détail de ces missions est le suivant :

a) <b>promotion de la famille</b>	Valoriser et promouvoir la famille fondée sur le mariage, ouverte à la vie comme chemin de bonheur et d'épanouissement de la personne.
b) <b>services aux familles</b>	Discerner localement les besoins des familles et prendre des initiatives pour y répondre : services, rencontres, formation, aide éducative...
c) <b>représentation des familles</b>	Être une force de proposition permanente auprès des acteurs économiques, sociaux et politiques, pour que le choix de la famille et l'accueil de l'enfant soient facilités.

Les trois missions sociales représentent aussi bien les actions vers le réseau interne (adhérents), le réseau familial (UNAF ...) que les actions vers un public plus large.

La CNAFC n'a pas pour mission principale de collecter et redistribuer les dons mais d'agir dans tous les domaines qui relèvent de la représentation nationale. En conséquence, les sommes collectées dans l'année sont toutes utilisées à la réalisation des missions sociales, sans report d'un exercice sur l'autre.

### Principe d'affectation des coûts

La méthode et les modalités de répartition ont été validées par le Conseil d'Administration du 28 novembre 2009 et ont été appliquées à cet exercice sans modification.

Pour chaque mission sociale définie, il convient de procéder à l'affectation de l'ensemble des coûts engagés, supportés par l'association. Ces coûts qui disparaîtraient si la mission sociale n'était pas réalisée peuvent être :

Soit des coûts directs ; issus de la comptabilité générale et affectés directement à l'emploi concerné ;

Soit des coûts indirects de structure ou de fonctionnement imputés suivant une clé de répartition issue d'une comptabilité analytique et appliquée à la masse salariale et aux charges sociales.

Les frais de recherche de fonds, constitués uniquement par les frais d'appel à la générosité du public, regroupent les coûts directs ; issus de la comptabilité générale et affectés directement à l'emploi concerné ;

et des coûts indirects de structure ou de fonctionnement imputés suivant une clé de répartition issue d'une comptabilité analytique et appliquée à la masse salariale et aux charges sociales.

Le montant figurant sur le tableau Compte d'Emploi annuel des Ressources, en colonne des ressources, est constitué, en grande majorité, par le produit des mailings 2023 puis par les prélèvements qui se poursuivent des campagnes antérieures.

Les autres produits sont les dons en ligne et les dons spontanés.

Les mailings de cet exercice et les dons reçus en ligne ne prévoyaient pas d'affectation à une opération spécifique, aussi la clé retenue pour répartir les ressources entre les trois missions sociales est une règle par parts égales, une fois déduits les frais d'affranchissement et de traitement des retours (2.1 frais d'appel).

Les frais de fonctionnement de la Confédération sont financés d'une part par le versement des contributions annuelles de ses membres : Associations familiales catholiques locales et des Fédérations départementales. L'assiette pour établir le montant de ces contributions est le nombre de familles adhérentes aux AFC.

Ces frais sont d'autre part couverts par l'attribution de subventions par des organismes publics au titre de la participation de la CNAFC à des politiques publiques ciblées (défense du consommateur, soutien à la parentalité, et par le Fonds spécial de l'UNAF, destiné au financement des unions d'associations familiales.

**Tableau globalisé de compte d'emploi 2023 des ressources avec affectation des ressources collectées auprès du public par type d'emplois (en milliers d'euros)**

EMPLOIS PAR DESTINATION	Exercice N	Exercice N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	Exercice N	Exercice N-1
<b>EMPLOIS DE L'EXERCICE</b>			<b>RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>		
1 - MISSIONS SOCIALES			1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
- actions réalisées directement			1.2 Dons Legs Mécénats		
<b>a) promotion de la famille</b>	143,50	140,20	Dons manuels non affectés	503,30	497,70
<b>b) services aux familles</b>	143,50	140,20	Dons manuels affectés	0	0
<b>c) représentation des familles</b>	143,50	140,20	Legs, donations et assurances-vie		
- versements à d'autres organismes agissant en France			Mécénats		
- actions PMA sans Père			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
1.2 Réalisées à l'étranger					
- actions réalisées directement					
- versements à d'autres organismes agissant à l'étranger					
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	72,80	77,10			
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés					
2.3 charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics					
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
<b>TOTAL DES EMPLOIS INSCRITS</b>	<b>503,30</b>	<b>497,70</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>503,30</b>	<b>497,70</b>
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2 – REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5 -REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE			3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES		
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>503,30</b>	<b>497,70</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>503,30</b>	<b>497,70</b>
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
			(+)Excédent ou (-) insuffisance de la generosite du public		
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		

	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL	Dont Générosité du public	TOTAL	Dont Générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat	1 193 778	1 193 778	1 057 273	1 057 273
Prestations en nature				
Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	1 193 778	1 193 778	1 057 273	1 057 273

	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
CHARGES PAR DESTINATION	TOTAL	Dont Générosité du public	TOTAL	Dont Générosité du public
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France	1 193 778	1 193 778	1 057 273	1 057 273
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
TOTAL	1 193 778	1 193 778	1 057 273	1 057 273

### **CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**

L'évaluation des contributions volontaires est prévue en fin du Rapport financier. Elle nous concerne pour le § « Bénévolat » qui a été calculé séparément sur la base suivante : identification des bénévoles qui agissent pour la Confédération, au-delà des temps de présence statutaires (CA et AG), dans les différents secteurs détaillés au rapport d'activité.

Le temps retenu est calculé à partir du nombre de journées passées par semaine, sur une base de 40 semaines par an, au taux de 2 fois le SMIC net publié en vigueur au dernier jour de l'exercice sur lequel sont calculées des charges au taux de 50%.

**Le total à fin 2023 est estimé à environ 1 193 k€, valeur en augmentation par rapport à 2022 (1 057k€).** Cette contribution volontaire globale est fort significative. Elle sera présentée dans les dossiers de demande de subvention au § « Contributions volontaires en nature ». Ce montant est à comparer aux coûts salariaux (499,7k€ en 2023) de la Confédération et montre l'importance de l'engagement de nos adhérents, tant sur le plan local qu'au niveau national, très souvent en sus des engagements qu'ils ont pris dans leurs AFC ou Fédérations d'adhésion.

### **RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS**

Tous les cadres dirigeants sont bénévoles, sauf le Délégué général. À ce titre nous ne fournissons pas d'information sur la rémunération des dirigeants, cela reviendrait à communiquer la rémunération d'une seule personne.

### **ENGAGEMENT HORS BILAN**

Engagement à recevoir de 51k€ concernant la subvention FNDVA (2024)

### **ETAT SEPARÉ DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ÉTRANGER**

La loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a créé un contrôle des financements étrangers reçus par certains organismes.

Les associations et les fonds de dotation visés à l'article 434-1 et soumis à une obligation de publicité de leurs comptes annuels doivent à compter de l'exercice 2023 présenter dans l'annexe des comptes annuels l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger

**ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE  
L'ETRANGER POUR L'EXERCICE 2023 EN €**

Etat Contributeur (a)	Date <sup>(b)</sup> de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique <sup>(c)</sup> du contributeur	Nature <sup>(d)</sup> de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect <sup>(d)</sup> de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement <sup>(d)</sup>	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource <sup>(d)</sup>
BELGIQUE	17/06/2023	Personne Physique	Monétaire	Direct	Chèque	100
	09/12/2023	Personne Physique	Monétaire	Direct	CB	40
<b>Total – BELGIQUE</b>						<b>140</b>
MALTE	25/01/2023	Personne Physique	Monétaire	Direct	PayPal	40
	13/04/2023	Personne Physique	Monétaire	Direct	CB	40
	03/06/2023	Personne Physique	Monétaire	Direct	CB	40
<b>Total – MALTE</b>						<b>120</b>
MONACO	Année 2023	Personne Physique	Monétaire	Direct	Prélèvement	1800
<b>Total – MONACO</b>						<b>1800</b>
CHILI	21/12/2023	Personne Physique	Monétaire	Direct	CB	100
<b>Total – CHILI</b>						<b>100</b>
ITALIE	08/12/2023	Personne Physique	Monétaire	Direct	CB	100
<b>Total – ITALIE</b>						<b>100</b>

- (a) Les avantages et ressources sont regroupés par État. Il peut s'agir :
- de l'État contributeur ;
  - de l'État du siège social d'une personne morale étrangère ;
  - de l'État du siège d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ;
  - de l'État de résidence fiscale d'une personne physique non-résidente fiscale en France.
- (b) Les avantages et ressources sont classés, pour chaque État, par ordre chronologique en fonction de la date de l'encaissement ou, pour un avantage ou une ressource non pécuniaire, la date à laquelle il est effectivement acquis ou la période durant laquelle il est accordé.
- (c) Indiquer s'il s'agit :
- d'un État ou d'une autre collectivité publique ;
  - d'une autre personne morale ;
  - d'une personne physique.
- (d) Conformément à l'article 4 du décret n° 2021-1812 du 24 décembre 2021.